



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt cinq novembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 19 novembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 3

Nicolas SAJOUS donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 3

Damien GUILLARD
Virginie LAMBERT
Nicole LANGLOIS

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 25 novembre 2024

M_DL241125_179

MOTION - SOUTIEN AU PROJET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DE LA LIGNE NOUVELLE PARIS-NORMANDIE

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire au nom de la majorité municipale et **Monsieur Laurent GILLE, conseiller municipal** au nom du groupe « Nouvel Elan ».

Le 12 septembre dernier le Conseil régional d'Ile de France a adopté une motion demandant l'abandon du projet de Ligne nouvelle Paris-Normandie (LNPN) et sa présidente a manifesté son opposition a un projet qu'elle soutenait depuis 15 ans.

Le projet de ligne nouvelle Paris-Normandie est un projet d'intérêt national, initié en 2009, dont l'opportunité a été confirmée en 2012 à l'issue d'une première phase de débat public. Son caractère prioritaire a été officiellement rappelé à plus d'une reprise par la commission mobilités 21 et le Conseil d'Orientation des Infrastructures (en 2013, 2018 et 2023), avec une première phase de financement inscrite dans la programmation financière de la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019.

Le projet de LNPN vise à doter progressivement les territoires de la vallée de la Seine de liaisons ferroviaires performantes sur les axes Paris – Mantes-la-Jolie – Rouen – Le Havre, et Paris – Mantes-la-Jolie – Évreux - Caen – Cherbourg. Si la notion de dette ferroviaire à l'égard de la Normandie est évoquée à raison, le projet revêt un enjeu national, pour améliorer de manière significative le transport de voyageurs entre l'Ile de France et la Normandie, regroupant ensemble 15 millions d'habitants, ainsi que de faciliter le transport de marchandises dans la Vallée de la Seine, axe stratégique doté du 1^{er} complexe portuaire de France, HAROPA, regroupant les ports maritimes du Havre, de Rouen et de Paris, en lien avec le monde.

Après les premières études entre 2014 et 2017, la décision ministérielle a confirmé en 2020 le caractère prioritaire des aménagements entre Nanterre et Mantes-la-Jolie ainsi qu'entre Rouen et Barentin, comprenant la réalisation de la future gare à Rouen en rive gauche sur le site de Saint-Sever, actant la nécessaire poursuite des études.

C'est dans ce contexte, qu'une nouvelle phase de concertation publique était ouverte au printemps 2024 et que le revirement de la Région Ile de France remet en cause le principe du projet et son financement.

Depuis, de multiples voix se sont élevées, notamment l'ensemble des collectivités normandes, pour défendre le projet de LNPN, son caractère d'intérêt national, économique, écologique pour les transports décarbonés, comme pour la vie de millions d'habitants, professionnels, étudiants, familles, à commencer par les 5 millions d'usagers actuels des trains entre Paris et la Normandie, dans des conditions qu'il est nécessaire d'améliorer et de renforcer par de nouvelles capacités en termes de fréquence, vitesse, temps de trajet, ponctualité, confort.

Montivilliers, 2^{ème} commune de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole, comme les 53 autres communes de cet EPCI, est concernée par ce projet, indispensable pour l'amélioration de la qualité de services et du cadre de vie.

Le projet de LNPN doit également intégrer les préoccupations exprimées par les élus et les territoires concernés et traversés, notamment du plateau de Caux, pour que ce projet concrétise des bénéfices réels, comme l'amélioration des gares du quotidien, et minimise les impacts grâce l'extension des études (étude d'un tunnel jusqu'à Barentin).

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

CONSIDÉRANT

- Que le projet de LNPN contribuant à l'aménagement durable de l'Axe Seine est d'enjeu national et vise le développement local et à l'intérêt des habitants de notre commune ;
- Que le besoin d'améliorer, de fiabiliser et de renforcer les dessertes ferroviaires pour les voyageurs comme pour les marchandises, est un besoin criant pour décarboner les transports comme pour favoriser le recours au ferroviaire ;
- Que la mise en œuvre du projet ne peut passer outre la qualité de vie des habitants au quotidien ;
- Que le développement de l'infrastructure est indissociable de l'écoute des cheminots et de la défense de la notion de service public ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'affirmer son soutien au projet de LNPN et aux démarches des élus et collectivités normandes, demande au Gouvernement de garantir la poursuite du projet, des études en cours et de les étendre aux hypothèses susceptibles d'améliorer l'insertion du projet et la qualité de vie des habitants.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 30

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 29/11/2024

Reçu en préfecture le 29/11/2024

Publié le 29/11/2024

webdelib

ID : 076-217604479-20241126-M_DL241125_179-DE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr